

47 personnes présentes

Les 4 thèmes du Grand Débat :

- **Thème 1 : Fiscalité et dépenses publiques**

- Fiscalité :

- Garantir l'universalité de l'impôt et l'égalité devant l'impôt, notamment par une remise à plat des niches fiscales.
- La remise à plat des niches fiscales ne devrait pas concerner les emplois à domicile, au risque de favoriser le travail au noir. Il faut étudier chaque niche fiscale, analyser sa pertinence et son efficacité en s'appuyant notamment sur les recommandations de la Cour des Comptes. Il serait contre-productif de supprimer des niches fiscales qui ont un sens pour les revenus faibles ou modérés, ou une utilité pour la société.
- Réformer le barème de l'impôt sur le revenu et notamment le plafond des tranches d'imposition : les tranches fortes (plus de 14 000 € par mois) pourraient être abaissées à 9 000 € pour permettre une meilleure redistribution et une meilleure équité entre les contribuables.
- Evaluer les effets de la suppression de l'ISF et, si nécessaire, le remettre en place en prévoyant des sanctions pour les cas d'optimisation ou d'évasion fiscale.
- Simplifier la fiscalité en général en France afin de permettre une meilleure transparence quant à l'utilisation des deniers publics, et plus de pédagogie dans la législation fiscale. Cette simplification peut notamment passer par une meilleure lisibilité des grands postes de dépenses de l'Etat et de ses recettes (cotisations et taxes supportées par les salariés, les retraités et les acteurs entrepreneuriaux).
- Uniformiser la fiscalité à l'échelle européenne, notamment pour l'impôt sur les sociétés, afin de limiter les phénomènes d'optimisation fiscale au sein de l'espace européen.
- Revoir les règles en matière de fiscalité des pensions alimentaires et des allocations familiales, ces dernières pouvant être intégrées au revenu imposable.
- Augmentation de la TVA à 25% hors produits de première nécessité, afin de financer la baisse des charges salariales à 10% pour les salariés rémunérés au niveau du SMIC.
- Baisser la TVA sur les produits de première nécessité et sur les produits respectueux de l'environnement.
- L'harmonisation fiscale européenne ne doit pas se faire au détriment des acquis sociaux.
- Mieux adapter les règles fiscales aux différentes situations sociales des citoyens.

- Dépenses publiques :

- S'interroger sur les dépenses de l'Etat, leur efficacité et leur utilité, et mieux prendre en compte les recommandations de la Cour des Comptes en la matière.
- Ne pas se focaliser sur la réduction des dépenses publiques et réinstaurer l'ISF dont la portée sociale et idéologique est très forte.
- Ne pas baisser le budget de l'Education Nationale, de la Santé et de la Sécurité.

- Prélèvements obligatoires et prestations sociales :

- Simplifier les fiches de paie afin d'améliorer la lisibilité des prélèvements obligatoires.
- Réfléchir au financement de la prime d'activité, qui pourrait par exemple être pris en charge par l'employeur et non par l'Etat.
- Intégrer les allocations familiales au revenu imposable.

- **Thème 2 : L'organisation de l'Etat et des services publics**

- Améliorer la transparence dans la gouvernance des politiques publiques, et améliorer leur justesse et leur justice dans leur mise en œuvre.
- Développer des solutions d'aide aux citoyens qui n'ont pas accès aux services en ligne.

- **Thème 3 : Démocratie et Citoyenneté**

- Démocratie :

- Introduire plus de proportionnelle dans les élections, notamment les élections locales.
- Prise en compte du vote blanc à condition de rendre le vote obligatoire et possible sur le temps de travail.
- Réduire les coûts des opérations de vote en développant des solutions de vote en ligne sécurisées.
- Favoriser une démocratie horizontale où les élus sont à l'écoute des citoyens.
- Ne plus imposer une vision unilatérale de la démocratie et ne pas considérer les valeurs républicaines comme un absolu, tant l'égalité et la fraternité peuvent être aujourd'hui considérées comme lacunaires.

- Citoyenneté :

- Développer et encourager les actions permettant de retrouver du lien entre les citoyens, un esprit de bienveillance, et de la solidarité.
- Questionner notre propre humanité, notre attitude en tant qu'espèce, en évitant par exemple d'être trop centré sur soi-même.
- Approfondir l'éducation civique des plus jeunes, avec par exemple la mise en place d'ateliers pour apprendre à rédiger une proposition de loi.
- Accepter, légitimer et favoriser la place des jeunes dans les débats politiques et sociaux.

- **Thème 4 : La transition écologique**

- Energie :

- Définir une limite raisonnable pour le prix des carburants dans l'optique de ne pas pénaliser les personnes avec un revenu modeste.
- Faire en sorte que le rôle de la transition énergétique soit de permettre le développement de nouvelles sources d'énergie.
- Réduire ou arrêter la production d'électricité d'origine nucléaire et favoriser l'investissement dans des énergies alternatives (éolienne, solaire, ...).
- Envisager de nouvelles énergies intelligentes, grâce à l'informatique et aux innovations, qui soient moins polluantes.
- Prendre modèle sur les pays scandinaves, notamment pour la production de chauffage à partir des déchets.

- Consommation et alimentation :

- Détaxer ou réduire les taxes sur les produits alimentaires issus des circuits courts.
- Taxer les produits contenant de l'huile de palme et s'assurer que l'interdiction de ce produit n'entraîne pas la production d'autres produits de remplacement nuisibles pour l'environnement comme l'huile de coco.
- Plutôt que de taxer les produits avec de l'huile de palme, il faut les boycotter sous forme d'action citoyenne pour sensibiliser les consommateurs.
- Faire en sorte que le poids des taxes pèse sur les entreprises productrices d'huile de palme plutôt que sur les consommateurs.
- Revoir notre façon de consommer de façon générale en adoptant des attitudes plus éthiques dans nos habitudes de consommation.

- Favoriser une alimentation plus éthique, notamment sur la viande ou le poisson, qui soit sensible aux questions d'emballage et à la cause animale.
- Limiter le plus possible la transformation des produits naturels.
- Retirer les taxes sur les produits biologiques et respectueux de l'environnement.
- Allonger la durée légale de conformité des produits, actuellement de 2 ans (pièces détachées, réparations, etc.) pour éviter le « tout jetable ».

- Transport :

- Arrêter les primes de l'Etat pour le remplacement des véhicules et favoriser le développement des motorisations non polluantes (moteurs électriques, moteurs à hydrogène), des biocarburants et l'installation de bornes de recharge.
- Baisser les taxes sur le carburant et rendre plus accessible le changement d'un véhicule thermique pour un véhicule électrique. Il faut revoir les aides à la conversion afin de les rendre plus justes.
- Développer les transports en commun en milieu rural pour en faire une vraie alternative à la voiture.
- Arrêter de se focaliser sur les voitures individuelles et mieux réguler les déplacements d'avions ou de navires sur l'ensemble de la planète. Il faut raisonner par rapport au coût écologique de tel ou tel moyen de déplacement pour permettre une harmonisation des politiques de taxation des produits pétroliers et favoriser le ferroutage pour le transport des marchandises.

- Education :

- Mettre en place une véritable politique éducative en faveur de l'écologie et du développement durable dès le plus jeune âge.
- Apprendre à nos enfants à bien se nourrir et à cuisiner en s'attachant à utiliser des produits issus des circuits courts et respectueux de l'environnement.

- Action politique :

- Avoir plus de considérations éthiques lors de l'élaboration des politiques publiques liées à la transition écologique.
- Faire appliquer la loi concernant le jet de mégots par terre et valoriser les attitudes citoyennes.
- Faire appliquer de façon plus stricte le principe du pollueur/payeur pour les entreprises, et notamment pour l'agriculture intensive responsable de 70% de la pollution de l'eau par les pesticides.
- Lutter efficacement contre les dépôts sauvages et les comportements antiécologiques.

- Demander à l'Etat d'aider les collectivités locales à faire la transition écologique, notamment pour la sensibilisation du jeune public.
 - Internationale :
- Il faut élargir les problématiques quotidiennes vers une vision plus large. Les solutions nationales ne peuvent suffire si les autres pays ne s'alignent pas sur ce choix.
- Elargir le champ de réflexion afin de sensibiliser le plus grand nombre de pays aux contraintes de la transition écologique (commerce international, moyens de transport, taxation des carburants, déforestation, etc.)
- Le transport de marchandises est très polluant, mais le taxer signifie aussi réduire les échanges internationaux. Il faut donc revoir l'ensemble du système économique international actuel.
- Reconsidérer le fonctionnement du commerce international qui encourage des pays en voie de développement à produire de l'huile de palme ou d'autres produits nocifs pour l'environnement du fait de leur rentabilité et de leur attractivité sur le marché mondial.

Autres thèmes abordés :

- Travail et Emploi :
 - Evaluer la pertinence des écarts de salaire selon le niveau de richesse créée par un emploi et chercher à réduire les écarts salariaux à un niveau acceptable.
 - Mieux réglementer l'actionnariat du secteur privé.
 - Sensibiliser le monde de l'entreprise aux difficultés rencontrées par les jeunes.
 - Valoriser les métiers manuels par un renforcement de l'apprentissage et avec des salaires plus attractifs.
- Santé et sécurité sociale :
 - Approfondir les réflexions sur la mise en place d'un 5^{ème} risque « Dépendance » pour la sécurité sociale.
 - Mieux accompagner les deux extrémités de la « chaîne de vie » par la création de :
 - Crèches et structures d'accueil pour les enfants de moins de 3 ans ;
 - Etablissements d'accompagnement du grand âge et de traitement de la dépendance.


- **Politique économique :**

- Créer des entreprises publiques dans des secteurs clés comme l'énergie, la santé, la chimie, ce qui permettrait un réel soutien de l'Etat à l'économie du pays.
- Construire l'Europe sociale plutôt que l'Europe financière.
- Prendre de grandes mesures de régulation de l'économie au niveau européen afin d'harmoniser les réglementations et de rechercher une véritable coordination politique entre les Etats européens.
- Améliorer la convergence des économies européennes par une harmonisation des politiques sociales et économiques.


- **Logement :**

- Etendre l'encadrement des loyers aux zones tendues de l'ensemble du territoire.

fait : Galup L. C.
le 22 02 2019
Lantigue Stéphane



A Montigny
le 22.02.2019



Stéphane BABE